



Ecole

# "Dès que la difficulté apparaît, on demande aux profs de la contourner"

Propos recueillis par Louis Hausalter

Publié le 28/08/2017 à 08:30

Isabelle Dignocourt, qui enseigne le français et le latin au collège depuis 25 ans, signe "L'Education nationale, une machine à broyer", un pamphlet dénonçant les méthodes de son ministère de tutelle.



Professeure de lettres classiques, Isabelle Dignocourt a enseigné pendant plus de 20 ans dans des collèges de Roubaix et Tourcoing (Nord). A l'approche de la rentrée scolaire, elle signe un vibrant pamphlet contre les méthodes de son ministère de tutelle. *L'Education nationale, une machine à broyer*, paru mercredi 23 août aux Editions du Rocher, retrace son découragement grandissant à mesure que les ministres valsaient et que les réformes s'empilaient, dictées par des technocrates peu au fait des réalités du terrain. Désabusée, elle ne garde espoir que grâce à son travail au quotidien avec les élèves et ce qu'elle entend d'eux. Témoignage.

**Le titre de votre livre est un violent constat : vous considérez l'Education nationale comme « une machine à broyer ». Pourquoi ?**

C'est mon sentiment au bout de 25 ans d'enseignement. L'Education nationale est d'abord une machine à broyer les élèves. Je me suis clairement rendu compte qu'on nous poussait à leur en demander de moins en moins. Nous sommes sommés de nous transformer en animateurs et d'imaginer des leçons toujours plus amusantes et distrayantes, ce qui empêche tout approfondissement. Dès que la difficulté apparaît, on demande aux professeurs de la contourner, de faire autrement ou même de ne rien faire.

Or, je trouve extrêmement méprisante de faire croire aux élèves qu'ils seraient capables de moins de choses que nous au même âge. En agissant de la sorte, on ne les prépare pas à l'avenir et, surtout, on accroît les inégalités. Les élèves issus de milieux privilégiés s'en sortent en effet toujours mieux que les autres : c'est encore plus le cas aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

**Pour vous, le moment de révolte survient avec la réforme du collège de 2015. Qu'est-ce qui vous a poussé à exprimer votre ras-le-bol ?**

Au départ, c'était uniquement la défense de ma matière, les lettres classiques. Mais très vite, je me suis aperçue que cette réforme allait bien au-delà et touchait mon métier dans son fondement même. Je ne retrouvais plus nulle part le fait de transmettre des connaissances. On nous parle systématiquement de « compétences » mais j'estime que c'est une fois que l'on a transmis des connaissances à l'élève qu'il pourra développer des compétences et être capable de réfléchir, de poser un regard critique sur la société qui l'entoure.

Je ne retrouvais plus nulle part le fait de transmettre des connaissances.

**Vous dénoncez aussi la déconsidération dont seraient victimes les professeurs. Comment se manifeste-t-elle ?**

Effectivement, je suis loin du compte par rapport à ce que j'imaginai être une carrière de professeur lorsque j'ai débuté ! Je suis issue d'un milieu ouvrier, j'ai été la première de ma famille à accéder à des études supérieures et le métier de professeur était pour moi une grande valorisation sociale. Mais au fil du temps, j'ai constaté que cette valeur s'émoussait. Au bout d'un moment, cela m'a même agacée d'évoquer mon métier car j'entendais systématiquement parler de mes longues vacances ou de mon peu d'heures de travail. La fierté que je ressentais en a donc pris un coup, même si apporter la connaissance aux enfants reste l'un des plus beaux métiers du monde.

Mon rêve, c'est que l'Education nationale ne soit plus à la merci des idéologies.

**Vous avez vu défiler 13 ministres en 25 ans. A vous lire, l'école est principalement victime de la valse des réformes. Est-ce à dire qu'il faut arrêter de réformer ?**

Non, car dans l'état où l'école se trouve, le *statu quo* serait aussi dangereux que des réformes qui se succèdent frénétiquement. En réalité, mon rêve, c'est que l'Education nationale ne soit plus à la merci des idéologies et que l'on prenne enfin véritablement en compte les acteurs de terrain. Or, je n'ai jamais eu ce sentiment. J'ai toujours eu l'impression que tout venait en haut, avec des expertises dont on se rend compte sur le terrain qu'elles ne sont pas viables.

**Vous soulignez que « le budget de l'Education nationale a augmenté de 40 milliards d'euros en près de 20 ans, en même temps que les résultats des élèves ont chuté » ...**

J'ai effectivement découvert ce chiffre en faisant des recherches. Je n'imaginai pas un seul instant qu'autant d'argent soit dépensé ! Cela montre que ce n'est pas une question de moyens et je me pose toujours la question de l'utilité de cet argent. Si c'est pour mettre en place un énième plan numérique pour l'école, cela veut dire qu'on n'a toujours pas ciblé les bonnes priorités.

## **Que vous inspirent les débuts du nouveau ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer ?**

C'est un peu tôt pour me prononcer car une rentrée ne se prépare pas au mois de mai ou juin. Cela dit, des paroles rassurantes ont été rapidement prononcées, aussi bien sur les langues anciennes et les classes bilingues que sur le retour aux fondamentaux. J'espère qu'à la rentrée, des actes forts vont succéder aux paroles fortes. Typiquement, lorsque j'entends dire que les langues anciennes sont de retour, j'attends de voir car aujourd'hui, le latin et le grec ne sont plus que des enseignements proposés à la marge et ce sont les chefs d'établissement ou leur conseil d'administration qui décident de les mettre en place ou non.

## **Les annonces de Jean-Michel Blanquer vont dans le sens d'une plus grande autonomie des établissements. Qu'en pensez-vous ?**

L'autonomie telle qu'elle est pratiquée jusqu'ici, c'est la porte ouverte à davantage d'inégalités. Ainsi, certains établissements conservent des classes bilingues, d'autres n'en proposent plus. Idem pour le latin et le grec. Ce n'est donc pas la garantie d'un même enseignement pour tous.

Je suis favorable à une forme de liberté pédagogique, avec un volume d'heures utilisables en fonction des besoins des élèves : un peu plus de français ou un peu plus de mathématiques... Mais une autonomie poussée au maximum, qui consisterait à décréter que chacun fait ce qu'il veut là où il est, serait extrêmement dangereuse. Dans ce cas, autant ne plus parler d'Education nationale !

## **Votre livre est très pessimiste. Gardez-vous tout de même l'espoir que l'école se redresse ?**

Je suis pessimiste par rapport au système mais je le suis moins qu'il y a quelques années dans ce que je vis au quotidien, car j'ai pris conscience de ce qu'on m'imposait et je sais désormais pourquoi je veux résister. Ce qui me redonne de l'espoir, c'est le travail avec mes élèves et leurs réactions, surtout lorsqu'ils reviennent me voir quelques années plus tard pour me dire : « Madame, vous aviez raison de nous dire qu'il fallait s'accrocher, même si ce n'était pas facile. »



*L'Éducation nationale, une machine à broyer*, d'Isabelle Dignocourt.  
Editions du Rocher, 232 pages, 18,90 €.